

ECO: UNE AVANCEE MAJEURE POUR UNE INTEGRATION DURABLE EN AFRIQUE DE L'OUEST

AYENI, Queen Olubukola

Department of Modern Languages and Translation Studies,
University of Calabar, Calabar, Nigeria.

&

OKEY, Kingsley Inyang

Department of Languages
University of Education and Entrepreneurship,
Akamkpa, Cross River State, Nigeria.
Orcid: 0009-0005-1707-9063.

Résumé

L'introduction de l'Eco, la future devise unique de la CEDEAO, représente une avancée majeure dans le processus d'intégration économique en Afrique de l'Ouest. Depuis plusieurs décennies, les nations de la région ont manifesté leur volonté de consolider leur collaboration monétaire en vue de favoriser les échanges commerciaux, de garantir une stabilité économique accrue et de renforcer leur indépendance financière. Cependant, la transition vers une monnaie unique est entravée par des défis liés à la convergence économique, aux politiques monétaires divergentes et aux relations complexes avec la France et l'euro. L'étude examine les défis et les perspectives offerts par la mise en place de l'Eco pour une intégration durable en Afrique de l'Ouest. L'objectif est d'analyser la viabilité de cette devise commune et son influence potentielle sur la stabilité économique régionale. S'appuyant sur une approche qualitative, cette étude mobilise des sources documentaires, des analyses économiques et des entretiens avec des experts en intégration régionale. Les résultats indiquent que, malgré son potentiel à renforcer l'économie régionale, l'Eco se heurte à des défis structurels persistants, et sa réussite dépendra principalement d'une volonté politique soutenue, d'une convergence macroéconomique efficace et d'une gouvernance monétaire régionale crédible.

Mots-clés: Eco, CEDEAO, intégration économique, convergence monétaire, souveraineté financière.

Abstract

The introduction of the Eco, the prospective single currency of ECOWAS, marks a significant milestone in the process of economic integration in West Africa. For several decades, the nations of the region have expressed their desire to strengthen monetary cooperation in order to boost trade, ensure greater economic stability, and enhance financial independence. However, the transition to a single currency faces obstacle linked to economic convergence, divergent monetary policies, and complex relations with France and the euro. This study examines the challenges and prospects associated with the implementation of the Eco for sustainable integration in West Africa. The objective is to analyse the viability of this common currency and its potential impact on regional economic stability. Drawing on a qualitative approach, the study uses documentary sources, economic analyses, and interviews with experts in regional integration. The findings indicate that, despite its potential to strengthen the regional economy, the Eco faces persistent structural challenges, and its success will largely depend on sustained political will, effective macroeconomic convergence, and credible regional monetary governance.

Keywords: Eco, ECOWAS, economic integration, monetary convergence, financial sovereignty.

Introduction

L'intégration économique régionale représente un moteur fondamental du développement en Afrique, notamment en Afrique de l'Ouest, où les échanges commerciaux demeurent entravés par des obstacles monétaires et économiques (Banque Mondiale, 2020). Selon Ayeni et Okon (2023), l'intégration est définie comme un processus consensuel visant à surmonter les barrières politiques, physiques, économiques et sociales qui séparent les pays les uns des autres, tout en favorisant une gestion collective des ressources partagées et des biens communs régionaux. C'est dans ce contexte que les États membres de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) s'efforcent depuis de nombreuses décennies de mettre en place une union monétaire afin de renforcer la coopération économique et d'assurer une stabilité financière accrue. C'est dans cette logique qu'est né le projet de monnaie unique, l'Eco, conçu pour remplacer les monnaies actuellement en circulation, telles que le franc CFA, les devises des pays anglophones, ainsi que celles des pays lusophones de la région — notamment la Guinée-Bissau, qui utilise le franc CFA (XOF), et le Cap-Vert, dont la monnaie officielle est l'escudo capverdien (CVE). L'adoption de l'Eco repose sur plusieurs justifications. D'une part, elle vise à favoriser une intégration plus efficace en réduisant les coûts de transaction et en facilitant le commerce intra-régional (CEDEAO, 2021). D'autre part, elle répond à une volonté politique de renforcer la souveraineté monétaire des États ouest-africains en réduisant leur dépendance à des monnaies étrangères comme l'euro (Koulibaly, 2020).

Néanmoins, l'instauration de cette monnaie unique suscite des interrogations concernant sa faisabilité économique ainsi que les difficultés liées à l'harmonisation des politiques monétaires et budgétaires des pays membres. La présente étude se propose d'examiner les effets potentiels de l'Eco sur le processus d'intégration économique en Afrique de l'Ouest. Les résultats attendus incluent une meilleure compréhension des enjeux macroéconomiques et politiques liés à son adoption, ainsi que des recommandations pour

une transition monétaire réussie. L'étude permettra ainsi d'évaluer si l'Eco constitue véritablement une avancée majeure vers une intégration durable dans la région.

Contexte historique de l'unification monétaire en Afrique de l'Ouest

Depuis la période coloniale, la France a développé une relation particulière avec l'Afrique occidentale, une région qui reste au cœur de sa politique étrangère. La stratégie géopolitique française en Afrique repose sur plusieurs piliers, notamment la coopération militaire, l'influence économique, la diplomatie culturelle et la francophonie. L'influence française en Afrique occidentale trouve ses racines dans la colonisation, qui a façonné les institutions politiques et économiques des pays de la région (Ayeni et Lori, 2025). L'intégration monétaire en Afrique de l'Ouest a débuté pendant la période coloniale et s'est poursuivie après les indépendances grâce aux efforts de coopération régionale. À partir de 1945, de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale ont choisi d'adopter le franc CFA (Franc des Colonies Françaises d'Afrique) comme leur monnaie commune, établie par la France, et placée sous la supervision du Trésor public français. C'est à partir de cette constatation qu'Ayeni et Ogbang (2025b) ont remarqué que les États membres francophones de la CEDEAO présentent fréquemment une cohésion plus marquée en raison de la similitude de leur langue et de leurs systèmes juridiques.

Ce système monétaire a facilité la stabilité des échanges, mais a également suscité des critiques quant à la souveraineté économique des États africains (Koulibaly, 2020). La langue est un facteur critique dans la collaboration économique et le transfert de connaissances entre les États (Ayeni, Effiong et Ogbang, 2025). Par conséquent, suite aux processus d'indépendance des années 1960, de nombreux États en Afrique de l'Ouest ont décidé de maintenir le franc CFA, qui a été instauré au sein de l'Union Monétaire Ouest-Africaine (UMOA) dès 1962, placée sous la tutelle de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) (CEDEAO, 2021). En parallèle, certains pays tels que le Nigeria, le Ghana, la Gambie, la Sierra Leone, le Liberia et la Guinée

(qui utilise le franc guinéen - GNF) ont choisi de conserver leurs devises nationales respectives, ce qui a rendu les échanges commerciaux au sein de la région plus complexes. Ayant pleinement conscience des restrictions du franc CFA et motivés par le désir de consolider l'intégration économique régionale, les États membres de la CEDEAO ont initié des pourparlers dès les années 1980 en vue d'établir une devise commune pour l'ensemble de la région (CEDEAO, 2021). C'est dans ce contexte que le projet de l'Eco a été initié, soutenu par des initiatives visant à promouvoir la convergence économique à travers le Programme de Coopération Monétaire de la CEDEAO (PCMC), lancé en 1987. Toutefois, l'exécution du projet a été fréquemment retardée en raison du manque de convergence des politiques budgétaires et des obstacles structurels auxquels les États membres ont été confrontés (Koulibaly, 2020).

L'intégration régionale est reconnue comme un catalyseur de la croissance économique, comme souligné par Odey et Ayeni (2019). En 2019, lors du sommet de la CEDEAO, une avancée significative a été réalisée avec la décision d'adopter l'Eco comme monnaie unique future de la région (CEDEAO, 2021). Cependant, la transition demeure complexe en raison des divergences entre les États membres et des discussions concernant la possible fixation de l'Eco à une devise internationale telle que l'euro ou le dollar (Banque Mondiale, 2020). La progression de l'intégration monétaire en Afrique de l'Ouest témoigne d'une volonté continue d'atteindre l'indépendance et d'améliorer les performances économiques, tout en mettant en lumière les obstacles importants qui subsistent pour parvenir à une union monétaire régionale pleinement concrétisée.

Objectifs et enjeux de la monnaie unique

L'un des principaux objectifs de la mise en place de l'Eco est de dynamiser les échanges commerciaux entre les pays de la région en supprimant les frais liés à la conversion des devises et en facilitant la libre circulation des biens, des services et des capitaux (CEDEAO, 2021). En réalité, les divergences monétaires actuelles constituent un frein au commerce intra-régional, poussant souvent les États à privilégier

les échanges avec des partenaires extérieurs plutôt qu'avec leurs voisins africains. Un autre objectif fondamental consiste à renforcer la stabilité macroéconomique des pays membres grâce à l'instauration d'une politique monétaire commune, confiée à une banque centrale régionale. Une telle structure permettrait de mieux absorber les chocs économiques et de renforcer la résilience face aux crises financières mondiales. En outre, l'Eco ambitionne de réduire la dépendance des pays francophones à l'égard du franc CFA et de l'euro, offrant ainsi une plus grande autonomie monétaire aux États de la CEDEAO (Banque Mondiale, 2020).

Malgré ces objectifs ambitieux, la création de la monnaie unique en Afrique de l'Ouest se heurte à plusieurs obstacles importants. Tout d'abord, la question de la convergence économique reste un obstacle majeur. Pour qu'une union monétaire soit viable, les pays membres doivent aligner leurs politiques budgétaires et économiques, ce qui n'est pas encore le cas (CEDEAO, 2021). Certains pays, à l'instar du Nigeria, ont des économies très distinctes de celles des membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA), ce qui rend difficile l'harmonisation des politiques macroéconomiques (Sy, 2019). Un autre défi majeur réside dans la gouvernance et l'indépendance de la future Banque Centrale Ouest-Africaine. La gestion de la politique monétaire commune nécessite une coordination efficace et une prise de décision indépendante des influences politiques nationales (Koulibaly, 2020). Or, les tensions entre les pays membres sur la structure et le contrôle de cette institution pourraient ralentir la mise en œuvre de l'Eco. Enfin, la question de l'arrimage de la nouvelle monnaie à une devise internationale reste débattue. Alors que certains plaident pour une flexibilité monétaire qui permettrait aux États d'adopter une politique adaptée à leurs besoins économiques, d'autres estiment qu'un ancrage à une monnaie forte, comme l'euro ou le dollar, garantirait la stabilité de l'Eco (Banque Mondiale, 2020).

Obstacles à l'implantation de l'Eco

La mise en place de l'Eco en Afrique de l'Ouest représente une initiative ambitieuse qui

visé à améliorer l'intégration économique et monétaire des États membres de la CEDEAO. Afin d'assurer une croissance durable face aux défis spatio-temporels, il est essentiel de développer un ensemble de stratégies et de programmes englobant toutes les dimensions sociales de l'individu, dans le but de favoriser le développement familial, d'améliorer le cadre de vie et d'en augmenter la qualité (Ayeni, 2017). Cependant, cette transition se heurte à plusieurs défis majeurs, notamment sur les plans économique, politique et institutionnel.

1. L'Hétérogénéité des Économies de la CEDEAO: L'un des défis les plus importants réside dans la disparité économique entre les pays membres. Certains, comme le Nigeria et le Ghana, disposent d'une économie plus diversifiée et d'un marché intérieur plus développé, tandis que d'autres, notamment ceux de l'UEMOA, ont des structures économiques plus fragiles et dépendent fortement des exportations de matières premières (CEDEAO, 2021). Cette divergence complique l'application d'une politique monétaire unique et risque de créer des déséquilibres macroéconomiques (Koulibaly, 2020).

2. Convergence Macroéconomique : La réussite de la mise en place d'une monnaie unique dépend de la conformité des États membres à des critères de convergence spécifiques, tels que le taux d'inflation, le déficit budgétaire et l'endettement public. Cependant, la majorité des pays membres de la CEDEAO ne satisfont pas encore à ces critères, ce qui rend la mise en place d'une politique monétaire unifiée plus complexe (Sy, 2019). En l'absence d'une coordination préalable des politiques économiques, l'introduction de l'Eco pourrait aggraver les déséquilibres déjà présents et mettre en péril la stabilité financière de la région (Banque Mondiale, 2020).

3. La Problématique de l'Indépendance de la Banque Centrale: La mise en place de l'Eco nécessitera l'établissement d'une Banque Centrale Ouest-Africaine (BCOA) qui sera responsable de la formulation d'une politique monétaire répondant aux besoins de tous les pays membres. Cependant, les modalités de gouvernance de cette institution suscitent des inquiétudes, notamment en ce qui concerne la répartition des responsabilités entre les

États membres et le degré d'indépendance de la BCOA par rapport aux autorités nationales (CEDEAO, 2021). Un déficit d'autonomie pourrait compromettre la légitimité de la future devise et diminuer son efficacité en tant qu'outil de régulation économique (Koulibaly, 2020).

4. L'Arrimage de l'Eco à une Monnaie Internationale : Un autre point de friction concerne l'ancrage de l'Eco. Certains pays souhaitent que cette monnaie conserve un lien avec l'euro pour garantir sa stabilité, tandis que d'autres prônent un régime de change flexible afin d'accroître l'indépendance monétaire des États membres (Sy, 2019). Ce débat reflète les divergences stratégiques entre les économies francophones, habituées au franc CFA, et les autres pays de la CEDEAO qui disposent de leurs propres monnaies nationales (Banque Mondiale, 2020).

5. Les Enjeux Politiques et Géopolitiques : La mise en œuvre de l'Eco ne dépend pas uniquement de considérations économiques, mais aussi de facteurs politiques. La rivalité entre certains pays pour le leadership régional, notamment entre le Nigeria et la Côte d'Ivoire, ralentit les prises de décisions (CEDEAO, 2021). De plus, les anciennes puissances coloniales, en particulier la France, conservent des intérêts économiques dans la région et pourraient influencer les choix stratégiques liés à l'Eco (Koulibaly, 2020). C'est aussi le cas au Sahel où l'héritage du colonialisme a laissé de nombreux pays sahéliens avec des institutions étatiques faibles et des infrastructures inadéquates, ce qui a entravé leur capacité à relever efficacement les défis sociopolitiques (Ayeni et Ogbang, 2025a). En ce sens, la France, bien que souvent perçue comme une ancienne puissance coloniale, a su adapter ses partenariats stratégiques pour inclure des pays comme le Nigeria dans le cadre de ses priorités en Afrique de l'Ouest (Oliviero, 2020 cite dans Ayeni et Brown, 2025). Ces obstacles compromettent la viabilité et l'efficacité de la future monnaie unique si des solutions adéquates ne sont pas mises en place.

Harmonisation des politiques économiques et financières

L'alignement des politiques économiques et financières est un élément crucial pour garantir le succès de l'intégration monétaire en Afrique de

l'Ouest. L'harmonisation vise à diminuer les entraves au commerce international. D'après Oatley (2019), la collaboration économique entre les pays peut entraîner une diminution des frais de transaction et une amélioration de l'efficacité économique. La mise en place de la monnaie unique, l'Eco, exige une coordination stricte des politiques budgétaires, monétaires et fiscales entre les États membres de la CEDEAO, afin d'assurer la stabilité macroéconomique et de prévenir l'apparition de déséquilibres structurels (Banque Mondiale, 2020). Néanmoins, cette ambition est confrontée à divers défis liés aux disparités des modèles économiques, des niveaux d'endettement et des stratégies monétaires au sein de la région (CEDEAO, 2021).

1. Harmonisation des Politiques Budgétaires: L'un des défis majeurs de l'intégration économique au sein de la CEDEAO concerne l'alignement des politiques budgétaires. Les États membres présentent en effet des écarts importants en matière de dépenses publiques et de déficits, rendant difficile l'élaboration d'une politique fiscale unifiée (Sy, 2019). À titre d'illustration, le Nigeria, principale puissance économique de la région, base sa politique budgétaire sur ses revenus pétroliers, tandis que les États de l'UEMOA doivent respecter les critères de convergence imposés par cette union (Koulibaly, 2020). Pour parvenir à une harmonisation, il serait nécessaire d'établir des règles communes concernant les déficits budgétaires et la dette publique, afin de prévenir tout déséquilibre susceptible de nuire à la stabilité de l'ensemble de la zone monétaire (CEDEAO, 2021). De plus, l'harmonisation peut parfois conduire à une perte de souveraineté pour les pays, ce qui soulève des préoccupations parmi les décideurs politiques (Rodrik, 2018). Des initiatives telles que l'Union Européenne (UE) illustrent comment l'harmonisation peut être bénéfique. L'UE a mis en place des réglementations communes qui ont facilité le commerce intra-européen et renforcé la résilience économique des États membres (European Commission, 2021).

2. Unification des Politiques Monétaires : La divergence des politiques monétaires constitue l'un des principaux défis à l'harmonisation économique

en Afrique de l'Ouest. Actuellement, la région est divisée entre les nations qui emploient le franc CFA, sous la supervision de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), et celles qui maintiennent leurs devises nationales distinctes (Banque Mondiale, 2020). Cette hétérogénéité rend difficile l'instauration d'un cadre monétaire commun, d'autant plus que certains États soutiennent l'idée d'arrimer la future monnaie, l'Eco, à l'euro, tandis que d'autres préconisent un système de change flexible. Afin d'atteindre une réelle unification monétaire, il est nécessaire de mettre en place une réforme institutionnelle significative, comprenant l'établissement d'une Banque Centrale Ouest-Africaine (BCOA) indépendante. Cette dernière serait responsable de définir des taux directeurs communs et de coordonner les efforts de lutte contre l'inflation à l'échelle régionale.

3. Alignement des Politiques Fiscales et Douanières: Un autre aspect essentiel de l'harmonisation économique concerne les politiques fiscales et douanières. Actuellement, les écarts de fiscalité entre les États membres entraînent des déséquilibres dans le commerce international et limitent l'attrait pour les investissements étrangers (CEDEAO, 2021). Dans le but de promouvoir une intégration régionale plus cohérente, la CEDEAO a mis en place un Tarif Extérieur Commun (TEC) dans le dessein d'aligner les droits de douane sur les importations en provenance des pays extérieurs à la zone (Banque Mondiale, 2020). Cependant, il existe encore des différences concernant les exonérations fiscales, les régimes préférentiels et les mesures protectionnistes mises en place par certains États afin de protéger leurs industries locales (Sy, 2019). Afin d'éviter les distorsions économiques et de renforcer le marché commun ouest-africain, il est impératif de mettre en place une harmonisation fiscale et douanière plus approfondie (Koulibaly, 2020).

4. La Coordination des Réformes Structurelles : L'introduction de l'Eco et la convergence des politiques économiques requièrent des réformes structurelles visant à renforcer la compétitivité et la diversification des économies de la région (CEDEAO, 2021). Actuellement, de nombreux

États membres de la CEDEAO reposent fortement sur l'exportation de leurs ressources naturelles, les rendant vulnérables aux fluctuations des prix sur les marchés mondiaux (Banque mondiale, 2020). Un renforcement de la coordination des stratégies de développement industriel, agricole et technologique pourrait améliorer la résilience économique de la région et optimiser les avantages de l'union monétaire (Sy, 2019).

Obstacles Politiques et Institutionnels

La mise en place de l'Eco en tant que monnaie unique en Afrique de l'Ouest fait face à plusieurs obstacles d'ordre politique et institutionnel. Bien que ce projet ait pour objectif de favoriser l'intégration économique régionale, sa réalisation demeure compliquée en raison de désaccords stratégiques entre les pays membres, d'un cadre institutionnel incertain et de pressions extérieures (Banque Mondiale, 2020). Ces obstacles compliquent la transition vers une union monétaire stable et efficace au sein de la CEDEAO.

1. Divergences Politiques entre les États Membres: L'un des obstacles majeurs à l'instauration de l'Eco réside dans le manque de consensus politique entre les États membres de la CEDEAO. Deux groupes se dessinent : d'un côté, les pays de l'UEMOA, déjà unis par l'usage du franc CFA, qui privilégient une transition graduelle tout en conservant provisoirement le lien avec l'euro ; de l'autre, des nations comme le Nigeria et le Ghana, ont opté pour une démarche plus autonome, fondée sur un régime de change flexible (CEDEAO, 2021). Le Nigeria, qui représente environ 65 % du PIB de la CEDEAO, manifeste des réserves concernant l'instauration de l'Eco, jugeant que les économies les plus fragiles de la région ne remplissent pas encore les conditions de convergence nécessaires (Koulibaly, 2020). Cette position freine les discussions et retarde le processus de mise en œuvre de la monnaie unique.

2. Manque d'Institutions Régionales Solides : Un autre défi majeur réside dans l'absence d'institutions régionales robustes et indépendantes chargées de superviser la politique monétaire et budgétaire de la future union monétaire. Actuellement, la responsabilité de la gestion du

franc CFA incombe à la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Cependant, l'introduction de l'Eco nécessitera l'établissement d'une nouvelle institution, la Banque Centrale Ouest-Africaine (BCOA), qui sera chargée de sa régulation (CEDEAO, 2021). Cependant, il existe des opinions divergentes concernant l'indépendance de cette future banque centrale. Certains États redoutent une possible influence des grandes économies régionales ou de puissances étrangères sur cette entité, tandis que d'autres soulignent l'importance d'une supervision démocratique et transparente (Banque Mondiale, 2020). L'efficacité de la politique monétaire pourrait être compromise en l'absence d'une gouvernance claire et d'une autonomie institutionnelle forte (Sy, 2019).

3. Influence des Acteurs Internationaux: L'intégration monétaire en Afrique de l'Ouest ne se limite pas exclusivement au niveau régional. La France, qui a traditionnellement apporté son soutien au franc CFA, maintient des intérêts économiques et stratégiques significatifs dans la région. La réforme du franc CFA en 2020 a entraîné la suppression de certaines obligations, telles que le dépôt des réserves auprès du Trésor français, cependant, Paris conserve un rôle influent dans le processus de transition vers l'Eco (Koulibaly, 2020). D'autres grandes puissances telles que la Chine et les États-Unis suivent également de près cette évolution monétaire, en raison de son potentiel impact sur les relations commerciales et financières en Afrique de l'Ouest (Banque mondiale, 2020). Ces considérations géopolitiques rendent les prises de décision plus complexes et exacerbent les divergences entre les États membres de la CEDEAO.

4. Problèmes de Gouvernance et de Transparence: L'un des défis institutionnels les plus préoccupants réside dans la faiblesse de la gouvernance économique observée dans certains pays de la région. La présence de corruption, le manque de transparence dans la gouvernance et l'instabilité politique constituent des obstacles à l'établissement d'un cadre institutionnel solide pour la gestion de l'Eco. Par exemple, de nombreux pays membres de la CEDEAO font face à des crises politiques récurrentes, caractérisées

par de récents coups d'État au Mali, en Guinée et au Burkina Faso. Cette situation affaiblit les efforts visant à promouvoir l'intégration régionale et rend plus complexe l'établissement d'une coopération monétaire durable.

Opportunités Offertes par l'Eco

1. L'un des principaux avantages de l'Eco réside dans sa capacité à simplifier les échanges commerciaux entre les États membres. Actuellement, la diversité des devises et l'instabilité des taux de change constituent des obstacles au commerce intra-régional. L'instauration d'une devise commune aurait pour effet d'éliminer les coûts de conversion et de diminuer les risques associés aux fluctuations monétaires (CEDEAO, 2021). Selon Koulibaly (2020), l'instauration d'une telle devise commune permettrait de renforcer la compétitivité des entreprises en Afrique de l'Ouest en réduisant les frais de transaction et en facilitant l'accès aux marchés régionaux. Elle participerait de cette manière à l'établissement d'un espace économique plus cohérent, favorable aux investissements et à l'évolution des chaînes de valeur à l'échelle régionale.

2. L'instauration de l'Eco pourrait réduire la dépendance des pays ouest-africains aux devises étrangères, en particulier l'euro et le dollar, et renforcer leur souveraineté monétaire (Sy, 2019). Une monnaie commune bien gérée contribuerait à la stabilité macroéconomique en harmonisant les politiques monétaires et en réduisant l'inflation dans la région (Banque Mondiale, 2020). De plus, une banque centrale régionale indépendante assurerait la cohérence de la politique monétaire et protégerait la zone contre les crises monétaires et financières. L'accumulation de réserves de change communes permettrait également de stabiliser la balance des paiements et d'éviter les crises de liquidité récurrentes (CEDEAO, 2021).

3. L'introduction de l'Eco pourrait accroître l'attrait de la région pour les investisseurs étrangers. L'adoption d'une monnaie unique permettrait de diminuer les incertitudes engendrées par les variations des devises nationales et de favoriser un contexte économique plus stable (Banque Mondiale, 2020). Selon Koulibaly (2020), la mise en place d'un marché financier commun

favoriserait le développement d'instruments financiers régionaux et faciliterait l'obtention de crédit pour les entreprises. Cette intégration aurait pour effet d'améliorer le climat économique et d'inciter les entreprises multinationales à investir dans la région.

L'un des objectifs essentiels de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) est de promouvoir l'intégration économique au sein de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). L'introduction d'une devise commune permettrait de faciliter la coordination des politiques économiques et fiscales, ce qui encouragerait la convergence économique entre les pays membres (CEDEAO, 2021). D'un point de vue géopolitique, la création de l'Eco pourrait consolider l'influence de l'Afrique de l'Ouest dans les pourparlers internationaux en lui permettant de parler d'une seule voix sur les sujets relatifs à la monnaie et au commerce. L'intégration monétaire aurait pour effet de limiter l'ingérence étrangère dans les politiques économiques des États membres et de favoriser l'autonomie régionale.

Selon la Banque Mondiale (2020), l'adoption d'une monnaie unique pourrait favoriser la croissance des Petites et Moyennes Entreprises (PME) en simplifiant l'obtention de crédit et en réduisant les entraves financières dues aux fluctuations monétaires. Par ailleurs, la standardisation des systèmes de paiement au niveau régional et l'amélioration des infrastructures bancaires favoriseraient l'inclusion financière en offrant à un nombre accru de citoyens l'accès aux services financiers officiels.

Les Leçons des Expériences Monétaires Régionales

L'initiative d'intégration monétaire en Afrique de l'Ouest à travers la mise en place de l'Eco peut bénéficier de précieuses leçons tirées des expériences de régionalisation monétaire à l'échelle internationale. L'étude de cas de la zone euro, de l'Union Économique et Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (UEMOA) et de la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) pourrait permettre à la CEDEAO d'anticiper de manière plus efficace les défis et de tirer le meilleur parti des

opportunités associées à la mise en place de sa propre monnaie unique (Banque Mondiale, 2020).

1. *L'expérience de la zone euro*: L'Union économique et monétaire européenne représente le stade le plus abouti de l'intégration monétaire. L'introduction de l'euro en 1999 a favorisé la stabilisation économique, la réduction des frais de transaction et une intégration économique renforcée entre les États membres, comme souligné par Mongelli (2008). Toutefois, la crise de la zone euro en 2010 a mis en lumière les risques d'une union monétaire sans une coordination budgétaire adéquate. L'une des leçons fondamentales pour les pays d'Afrique de l'Ouest est la nécessité de respecter scrupuleusement les critères de convergence avant de mettre en place l'Eco. L'Union européenne a instauré des critères stricts, connus sous le nom de critères de Maastricht, portant sur l'inflation, la dette publique et le déficit budgétaire, ce qui a contribué à la stabilisation de l'euro (De Grauwe, 2018). Il est impératif pour la CEDEAO de garantir que ses États membres parviennent à des niveaux de convergence similaires afin de prévenir une crise monétaire suite à la mise en place de l'Eco.

2. *L'UEMOA et la CEMAC*: L'UEMOA et la CEMAC sont les deux principales unions monétaires en Afrique utilisant le franc CFA. Ces zones profitent d'une monnaie stable grâce à leur lien avec l'euro et d'une politique monétaire pilotée par une banque centrale unique (Banque de France, 2020). Cependant, ces unions monétaires souffrent de plusieurs faiblesses. Tout d'abord, leur dépendance à une monnaie extérieure limite leur souveraineté monétaire et empêche l'adaptation de la politique monétaire aux besoins économiques locaux (Sy, 2019). De plus, la faible intégration commerciale entre les États membres restreint les avantages de la monnaie unique. Par exemple, les échanges intra-UEMOA ne représentent qu'environ 15 % du commerce total des pays membres, ce qui reste inférieur aux niveaux européens (CEDEAO, 2021). Pour éviter ces écueils, la CEDEAO doit promouvoir des politiques économiques et industrielles favorisant le commerce intra-régional. Elle doit également veiller à ce que la future Banque Centrale Ouest-

Africaine (BCOA) ait une autonomie suffisante pour mener des politiques adaptées aux réalités économiques des pays membres.

3. *L'Expérience de l'Amérique Latine*: L'Amérique latine a tenté à plusieurs reprises d'établir une coopération monétaire régionale, notamment avec le Système Monétaire Latino-Américain (SIMLA) et le projet de monnaie commune du Mercosur (Ocampo, 2006). Ces initiatives ont échoué en raison de l'instabilité macroéconomique, des divergences politiques et de l'absence de discipline budgétaire entre les pays membres.

Une des leçons importantes pour l'Afrique de l'Ouest est que la fiabilité d'une union monétaire dépend de la convergence des politiques économiques et budgétaires (CEDEAO, 2021). Une adoption prématurée de l'Eco sans discipline budgétaire stricte pourrait entraîner des déséquilibres économiques et compromettre la viabilité de la monnaie unique.

4. *L'Asie du Sud-Est*: À la différence de l'Europe, l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) a choisi une intégration économique sans recourir à une monnaie unique. Cette approche a permis aux pays membres de conserver leur souveraineté monétaire tout en développant des mécanismes de coopération financière et commerciale (Kawai, 2010). Cette expérience suggère qu'une intégration économique réussie ne repose pas nécessairement sur une monnaie unique. La CEDEAO pourrait envisager des alternatives, comme un mécanisme de stabilité des changes ou une monnaie commune utilisée uniquement pour les transactions commerciales régionales avant une adoption complète de l'Eco. Pour maximiser ses chances de succès, la CEDEAO doit tirer parti de ces leçons et mettre en place un cadre institutionnel solide, garantissant la convergence économique et la stabilité monétaire avant l'adoption complète de l'Eco.

Réussites et Échecs des Unions Monétaires en Afrique

L'Afrique a expérimenté plusieurs unions monétaires, certaines réussissant à instaurer une relative stabilité, tandis que d'autres ont été marquées par des défis institutionnels et économiques. L'expérience de ces unions fournit

des enseignements importants pour l'introduction de l'Eco en Afrique de l'Ouest. *Les Réussites des Unions Monétaires en Afrique*

1. L'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) est souvent citée en exemple comme un cas réussi d'intégration monétaire. Créée en 1994, cette organisation regroupe huit nations d'Afrique de l'Ouest qui partagent une monnaie commune, le franc CFA, indexé sur l'euro. Cette alliance a contribué à assurer la stabilité monétaire et à maîtriser l'inflation en mettant en place un ancrage monétaire et une discipline budgétaire sous la supervision de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) (Banque de France, 2020). En outre, l'UEMOA a réussi à standardiser certaines politiques économiques et à établir un marché commun. D'après Sy (2019), la stabilité monétaire instaurée par l'UEMOA a contribué à renforcer la confiance des investisseurs et à soutenir une croissance économique relativement constante dans la région.

2. Créée en 1994, la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) regroupe six États d'Afrique Centrale qui ont adopté le franc CFA. Comme l'UEMOA, cette union bénéficie d'un régime monétaire stable, mais elle est marquée par une intégration économique plus faible et une dépendance aux matières premières (CEDEAO, 2021). Malgré divers obstacles, la CEMAC a maintenu la convertibilité du franc CFA ainsi qu'une politique monétaire centralisée au sein de la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC), ce qui a contribué à prévenir d'importantes crises monétaires dans la région. Les défis et les points faibles des unions monétaires en Afrique

1. La création de la Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (ZMAO) en 2000 par six pays non membres de l'UEMOA avait pour objectif de faciliter la transition vers une monnaie unique au sein de la CEDEAO (CEDEAO, 2021). Cependant, cette démarche n'a pas abouti en raison du non-respect des critères de convergence, des divergences économiques et du manque de discipline budgétaire. L'échec de la Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (ZMAO) souligne les défis associés à la diversité

économique et au déficit de volonté politique au sein de certaines unions monétaires en Afrique. Les disparités en matière d'inflation, de déficits publics et de dette extérieure ont constitué un obstacle à la mise en place concrète d'une monnaie unique.

2. Bien que la CEMAC ait réussi à maintenir un cadre monétaire stable, elle souffre d'une faible intégration économique. Les échanges commerciaux intra-CEMAC restent limités, représentant moins de 5 % du commerce total des pays membres, ce qui nuit à l'efficacité de l'union (Banque Mondiale, 2020). Par ailleurs, la gouvernance économique et monétaire de la CEMAC a été fréquemment remise en cause en raison des tensions entre les pays membres et du manque d'indépendance de la BEAC (Koulibaly, 2020).

3. L'Afrique de l'Est a également cherché à établir une union monétaire au sein de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC). Malgré les progrès réalisés en termes de convergence économique, l'introduction de la monnaie unique a été reportée à plusieurs reprises en raison des écarts macroéconomiques et des divergences politiques entre les États membres (Ocampo, 2006). L'une des leçons majeures à retenir de ces échecs réside dans l'impératif d'établir une convergence économique robuste et une gouvernance monétaire efficace préalablement à la mise en place d'une monnaie unique.

Recommandations pour une Mise en Œuvre Réussie

L'un des défis majeurs associés à l'adoption de l'Eco réside dans la diversité économique des États membres. Il est impératif pour la CEDEAO de garantir le respect des critères de convergence macroéconomique par les pays membres, notamment en ce qui concerne l'inflation, le déficit budgétaire et la dette publique. Afin de prévenir les crises monétaires et d'assurer la stabilité de l'Eco, il est impératif que la future banque centrale jouisse d'une indépendance vis-à-vis des pressions politiques. Comme démontré par l'expérience de la zone euro, une gouvernance monétaire robuste est indispensable pour garantir la crédibilité d'une monnaie unique (Mongelli, 2008).

L'un des principaux défis entravant l'intégration économique en Afrique de l'Ouest est la faible proportion des échanges commerciaux effectués à l'intérieur de la région, lesquels ne représentent actuellement que moins de 15 % du volume total des échanges commerciaux de la région (CEDEAO, 2021). L'efficacité d'une monnaie unique dépend de l'augmentation des échanges commerciaux entre les pays membres qui l'accompagne. En outre, un obstacle majeur à la mise en œuvre de l'Eco réside dans le manque d'unité politique parmi les États membres de la CEDEAO. Des divergences subsistent, en particulier en ce qui concerne le rôle de la France et la possible fixation de l'Eco à l'euro (Koulibaly, 2020).

Conclusion

L'intégration économique et monétaire en Afrique de l'Ouest a fait un grand pas en avant avec l'adoption de l'Eco. Cette initiative témoigne de la volonté des États membres de la CEDEAO de consolider la coopération régionale, de favoriser la croissance économique et de garantir la stabilité monétaire. Toutefois, la réussite de cette transition repose sur divers facteurs essentiels, notamment la convergence des économies, l'autonomie d'une

banque centrale régionale et la coordination des politiques économiques et financières. L'étude des expériences des unions monétaires en Afrique et à l'échelle internationale révèle les avantages potentiels ainsi que les obstacles associés à une telle entreprise. L'unification monétaire, bien qu'elle puisse entraîner une diminution des coûts de transaction et favoriser les échanges au sein d'une région, requiert également une stricte discipline budgétaire et une gouvernance efficace afin de prévenir les crises économiques et monétaires. L'échec de certaines initiatives régionales met en évidence l'importance d'une planification minutieuse et d'un engagement politique solide pour garantir la durabilité de l'Eco. Pour que l'Eco puisse effectivement contribuer au développement durable, il est essentiel que sa mise en œuvre repose sur des réformes structurelles, une intensification des échanges commerciaux et une coopération renforcée entre les États membres. En relevant les défis et en saisissant les opportunités, la région de l'Afrique de l'Ouest a la capacité de positionner l'Eco comme un moteur de changement économique et un modèle de réussite pour l'ensemble du continent africain.

Références

- Ayeni, Queen Olubukola & Brown, Pretty Chinwendu (2025). La Coopération Franco-nigériane : Vers la Création d'une Alliance Stratégique en Afrique. *International Journal of Arts, Languages, Linguistics & Literary Studies (JOLLS)*, 14 (1), 84-92.
- Ayeni, Queen Olubukola & Ellah Timothy Ogbang. (2025a). Terrorism and Regional Stability in the Sahel, 2015-2024. *Humanus Discourse Journal*, 5 (3), 1-15.
- Ayeni, Queen Olubukola & Ellah Timothy Ogbang. (2025b). The Role of Linguistic and Cultural Affinities in the Dynamics of ECOWAS and the AU. *Wukari International Studies Journal*. Vol. 9, 2025, 1-13.
- Ayeni, Queen Olubukola & Okon, Dorathy Effiom. (2023) Vers une Bilinguisme Fonctionnel et Interactionnel pour les Groupuscules de la sous-région de l'Afrique Occidentale. *Northern Inter-University French Journal (NUFJOL)*, 10(1), 119-135.
- Ayeni, Queen Olubukola, Effiong, Eke Nta & Ogbang, Timothy Ellah (2025). Linguistic Solidarity in Focus: The Arab League's Ambitions, Successes and Challenges in Modern World Politics. *Humanus Discourse Journal*. 5(3),1-17.
- Ayeni, Queen Olubukola. (2017) "L'Unification Linguistique au sein de la Sous Région CEDEAO" *International Journal of Interdisciplinary Research Methods (IJIRM)*. 4(2), 15-24.
- Banque de France. (2020). Le franc CFA et les unions monétaires africaines. Paris.
- Banque Mondiale. (2020). L'Afrique en quête d'intégration économique. Washington, DC.
- CEDEAO. (2021). Rapport sur la convergence économique et la monnaie unique en Afrique de l'Ouest. Abuja.
- De Grauwe, P. (2018). *Economics of Monetary Union*. Oxford University Press.
- European Commission. (2021). EU economic governance. Retrieved from <https://ec.europa.eu/info/business->

- [economy-euro/economic-and-fiscal-policy-coordination/eu-economic-governance_en](#)
- Kawai, M. (2010). Monetary and financial integration in East Asia: The relevance of European experience. Asian Development Bank Institute.
- Koulibaly, A. (2020). Défis et perspectives de la monnaie unique en Afrique de l'Ouest. Paris :L'Harmattan.
- Mongelli, F. P. (2008). European Economic and Monetary Integration and the Optimum Currency Area Theory. European Central Bank.
- Oatley, T. (2019). International political economy. New York: Routledge.
- Ocampo, J. A. (2006). Regional financial cooperation in Latin America and the Caribbean. CEPAL Review.
- Oliviero, A. (2020). L'Afrique de l'Ouest face à la France et ses partenaires : Enjeux stratégiques et défis contemporains. Revue de géopolitique, 34(2), 112-134.
- Queen Olubukola Ayeni & Faith Lori. (2025). La Francophonie: Stratégie Géopolitique de la France en Afrique de l'Ouest. Veritas Journal of Humanities, 6(1), 2025, 1-13.
- Rodrik, D. (2018). Straight talk on trade: Ideas for a sane world economy. Princeton, NJ: Princeton University Press.
- Stiglitz, J. E. (2010). Freefall: America, free markets, and the sinking of the world economy. New York, NY: W.W. Norton & Company.
- Sy, A. (2019). Le franc CFA et l'intégration économique en Afrique de l'Ouest. Dakar : Presses de l'UCAD.
- Veronica Ebi Odey & Queen Olubukola Ayeni. La Politique Générale sur l'Intégration Régionale en l'Afrique de l'Ouest. THE PARNASSUS Journal of Cultural Research. Vol. 15, 2019, ISSN: 1597-2143, 287-297.